

Sites des Sénateurs du groupe CRC-SPG

<http://www.michelbillout.fr/Delocalisation-du-SETRA-a-Sourdon-Intervention-aupres-du-premier-ministre.html>

# Délocalisation du SETRA à Sourdon : Intervention auprès du premier ministre

- Activité des sénateurs - Dans le département -



Date de mise en ligne : mardi 31 mars 2009

---

Sénateurs du groupe CRC-SPG

---

Courrier co-signé par le collectif des agents du SETRA, les sénateurs **Michel Billout**, **Yannick Bodin**, **Nicole Bricq**, **Brigitte Gonthier Maurin** (92), la députée maire de Bagneux **Marie Hélène Amiable** (92), **Maud Tallet**, Maire de Champs sur Marne, Conseillère générale, **Gérard Eude**, Vice président du conseil général de Seine-et-Marne chargé du développement économique, **Daniel Brunel**, Vice président du Conseil régional d'Ile-de-France chargé du développement économique.

---

Paris, le 31 mars 2009

Monsieur le Premier ministre,

Nous, parlementaires et représentants de collectivités territoriales, agents du Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA) attirons votre attention sur l'avenir de ce service d'Etat. Nous avons interpellé à plusieurs reprises le gouvernement sur les dangers que représente sa délocalisation vers Sourdun, alors qu'il devait rejoindre le pôle scientifique et technique de visibilité mondiale à Marne-la-Vallée. Ce service joue un rôle fondamental dans la sécurité des infrastructures routières de notre pays et a su s'adapter à l'évolution de ses missions depuis sa création. Les connaissances et savoir-faire de ses agents sont indispensables à la mise en application des préconisations du Grenelle de l'environnement. Cette délocalisation vers Sourdun aurait des conséquences dramatiques.

Elle constituerait :

- **Un gâchis humain** : selon un sondage interne auquel 85 % des salariés ont répondu, moins de 5 % d'entre eux iraient sur le site de Sourdun. Le Collectif estime la perte de compétence imminente puisque près de 50 % des salariés s'apprêtent à demander leur mutation avant la fin de l'année. Cela signifierait la disparition de nombreuses missions du SETRA dont certaines, régaliennes, ne peuvent être transférées à des cabinets privés.

- **Un gâchis économique** : le pôle de Marne-la-Vallée va sortir de terre avec trois bâtiments financés par le contribuable. Une partie restera vide. Des aménagements en fibre optique et services ont été réalisés par les collectivités territoriales pour accueillir ce pôle scientifique d'excellence. Ces mêmes aménagements doivent désormais être effectués en plus à Sourdun. S'ajoutent le coût prohibitif du transport (navettes privées pour les salariés et les activités du SETRA : 600 000 à 800 000 euros par an) et des routes inadaptées qui font l'objet d'un autre plan de financement.

- **Un gâchis écologique** : les salariés du SETRA effectuent 12 000 déplacements professionnels par an, participent à 1 200 réunions, accueillent 4 000 visiteurs par an, venant de province, voire de l'étranger. Les réunions avec les entreprises ou les collectivités locales devront, vu l'éloignement du site de Sourdun, s'effectuer sur Paris, Marne-la-Vallée, ou La Défense pour lesquelles des locations de salles et de véhicules seront nécessaires. Pour s'y rendre, les salariés devront faire l'aller retour Sourdun / Paris, soient près de 200 kilomètres par réunion. Un comble pour un service dépendant du ministère de l'écologie, du développement durable et qui a réussi à optimiser son bilan carbone en 2008 !

Loin de vouloir opposer les territoires entre eux, nous constatons que la délocalisation du SETRA vers Sourdun, remettrait en cause l'existence de ce service d'Etat ; Elle ne répondrait pas aux besoins de cette commune gravement fragilisée par le départ de 900 hussards et de leurs familles.

C'est pourquoi, nous vous demandons un moratoire de cette décision, l'instauration d'un débat public sur l'avenir du

## **Délocalisation du SETRA à Sourdon : Intervention auprès du premier ministre**

---

SETRA et la définition de nouveaux projets de développement économique viables du site de Sourdon.

Restant à votre disposition, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à nos salutations respectueuses.